

# Etat, politique technologique et croissance économique en Afrique: une étude comparative sur trois pays africains

Auteur Principal:

**Arsène KOUADIO**

Ph.D, Sciences Economiques Université d'Abidjan-Cocody et CIRES

Tél bureau (225) 22 44 60 99, Fax : (225) 22 48 82 84, Cell: (225) 07 98 46 80 / 05 95 97 91

E-mail: [arsene.k@ipd-ci.org](mailto:arsene.k@ipd-ci.org) / [arsenekk@yahoo.fr](mailto:arsenekk@yahoo.fr)

Avec la collaboration de:

Gbongué MAMADOU, Adama COULIBALY, Nicole ADJE, Yao KOUASSI (Côte d'Ivoire), Samuel FAMBON (Cameroun), Leonard NKOUKA (Congo Brazzaville)

Juillet 2009



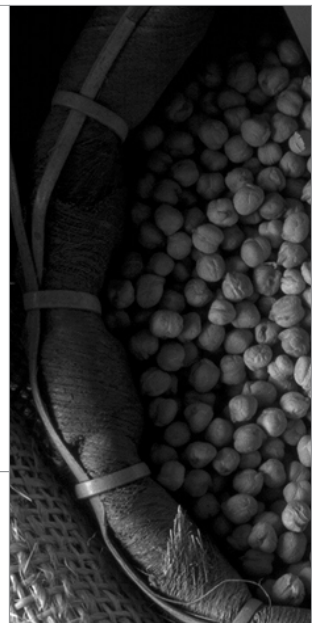
Papers published under the ATPS Special paper Series are those commissioned as concept papers, think pieces, leading conference papers and keynote addresses. In keeping with our knowledge brokerage function, ATPS publishes, with permission of the author(s) or journal editors, papers (published or unpublished) produced by distinguished academics/researchers for a different purpose but judged by ATPS to be of excellent quality. These papers address significant policy questions relevant to the work of ATPS and/or support the Southern voice or an African perspective. We also consider theoretical papers that advance our knowledge of science and technology policy issues.



Published by the African Technology Policy Studies Network  
P O Box 10081, 00100 GPO Nairobi Kenya

© 2009 Published by the African Technology Policy Studies Network

ISBN: 978 9966-7434-2-1



# Table of Contents

INTRODUCTION	4
1. CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE	6
2. OBJECTIFS DE L'ETUDE	9
3. REVUE DE LA LITTERATURE	10
4. METHODOLOGIE DE L'ETUDE	13
5. RESULTATS ATTENDUS	17
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	18
ANNEXE	20

# INTRODUCTION

La question de l'intervention efficace de l'Etat en faveur d'une croissance économique soutenue au sein des Etats africains est aujourd'hui un sujet d'actualité. Elle l'est compte tenu des développements récents de l'environnement économique mondial marqués par les défaillances du marché à réguler les principaux mécanismes économiques. Les crises alimentaires et financières qui en ont résulté marquent de ce fait les insuffisances réelles des modèles économiques néoclassiques. L'analyse des mesures incitatives et les différentes interventions directes actuelles de l'Etat dans la sphère économique et financière constituent des preuves patentes de l'insuffisance de la régulation par le seul fait du marché. Les différents plans de relance de l'activité économique adoptés par la plupart des pays développés (Etats Unis, majorité des pays de l'Union Européenne, Chine, Japon, etc.) pour faire face aux effets récessifs de la crise financière engendrés par l'effondrement des marchés boursiers, sont également des illustrations éloquentes.

Ce contexte économique actuel nous invite à nous interroger sur la pertinence des modèles néoclassiques, plus libéraux, à soutenir la croissance économique. Ce débat est d'autant plus utile qu'il s'agit de comprendre les facteurs explicatifs, déterminant la croissance économique dans les pays africains.

Ces préoccupations sont certes d'actualité aujourd'hui, mais elles ont toujours été au cœur des controverses théoriques qui ont rythmé les courants de pensées économiques sur la croissance. Celles-ci peuvent être distinguées en deux grandes tendances comme le soutient Malinvaud (1993) : les anciennes théories de la croissance et les nouvelles théories de la croissance. Selon cet auteur, les premières théories ont le mérite d'expliquer les différences constatées dans les rythmes de croissance, à aider à la planification et à comprendre le fonctionnement inter temporel des économies de marché. Quant aux secondes, qualifiées de théorie de la croissance endogène, elles apportent un regain d'intérêt à la théorie néoclassique de la croissance de la fin des années 50 à travers l'endogénéisation du progrès technique dans les modèles qui soutiennent ladite théorie (Arrous, 1999). Toutes ces théories conduisent à expliquer des phénomènes économiques dans l'espace et le temps. Aussi, le choix de vocabulaire coïncide-t-il avec une attitude vis-à-vis de laquelle se pose une question de fond : faut-il juger d'une théorie de la croissance par sa capacité à faire apparaître ou non des déterminants économiques du rythme tendanciel d'évolution de la productivité globale des facteurs ?

Seule la réponse négative est raisonnable, selon Malinvaud (op.cit) dans la mesure où les preuves factuelles sont encore faibles d'une part et que tout modèle est une simplification de la réalité en vue

d'éclairer certains aspects des phénomènes d'autre part. Cette simplification peut fort bien pousser à l'omission de certains des multiples déterminants de la productivité définis par les thèses de Romer (1986) et Lucas (1988), fers de lance de la théorie de la croissance endogène. Leurs travaux reconsidèrent le rôle de l'Etat à travers les dépenses publiques productives pour la croissance, le rôle du capital humain et de l'éducation ainsi que celui du capital technologique et de la recherche-développement (Hénin et Rall, 1993). La véritable question consiste alors à s'interroger si une théorie, axée par exemple sur le rôle de la recherche-développement ou sur celui des dépenses publiques productives, intègre correctement ce rôle. En d'autres termes, quand on réfléchit sur l'intérêt des modèles proposés, l'on s'interroge si l'attention doit être portée sur les lois qu'ils retiennent et sur la question de savoir si celles-ci constituent de bonnes approximations pour l'étude des facteurs qu'ils prétendent couvrir ou alors sur la façon dont on doit les implémenter. A l'évidence, l'expérience de plusieurs siècles d'application des instruments de la théorie économique et les divergences observées dans les trajectoires de croissance, à la fois, dans le temps et dans l'espace, nous convainquent dans l'idée de la nécessité d'une recherche profonde sur la nature des politiques de développement économique à conduire à l'échelle des Etats, notamment africains. Les pays africains, après avoir expérimenté plusieurs stratégies de développement, se retrouvent à la traîne du développement avec des taux de croissance quasi instables et largement en dessous de ceux de la plupart des pays émergents actuels (Asie du Sud-Est). Or, ces derniers avaient pratiquement le même niveau de développement que la plupart des pays africains au début des indépendances.

# 1. CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE

L'observation de la trajectoire de développement de la Côte d'Ivoire, du Cameroun et de la République du Congo fait ressortir un certain nombre de caractéristiques communes. Il s'agit, entre autres, de leur histoire, des différentes phases de leur croissance économique, des stratégies de développement opérées et de leurs dotations en facteur.

Du point de vue historique, ces pays ont été tous colonisés par la France qui a imposé le même principe de gestion des colonies basé sur l'exploitation des ressources naturelles destinées à l'industrie de la métropole. Celle-ci a assuré l'organisation politique, administrative et économique des colonies. L'organisation politique et administrative reposait sur le style européen dirigé par un administrateur colonial. L'organisation économique était le fait de compagnies concessionnaires qui se livraient à une exploitation abusive des ressources des territoires au profit des compagnies mères implantées dans la métropole. On peut donc supposer que le caractère quasi identique du schéma de colonisation et les stratégies de développement post indépendance dans ces trois pays vont expliquer leur profil de croissance quasi similaire.

En effet, la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Congo ont les mêmes phases de croissance économique depuis leur accession à l'indépendance en 1960. Celles-ci s'articulent en trois phases majeures. La première, qualifiée de « période glorieuse », part de l'indépendance jusqu'au début des années 1980. Durant cette période, la Côte d'Ivoire a connu une forte croissance dont le moteur était l'agriculture d'exportation. Mais à partir de la fin des années 70, les dépenses publiques ont joué un rôle important dans la croissance ivoirienne, en particulier, les dépenses d'investissement qui sont passées de 10% du PIB pour la période 1965-1970 à 15% en 1975 et à 23% en 1978 (Bamba, 2001). Le Cameroun, quant à lui, a enregistré, de 1960 à 1985, une forte croissance du PIB tirée par le développement du secteur agricole et essentiellement par les recettes du pétrole entre 1978 et 1985 (USAID-Cameroun, 1989). Ceci a permis de relever le niveau des investissements publics et maintenir à un niveau tolérable le niveau de l'endettement extérieur du pays. De même, le Congo a connu, de 1960 à 1984, une croissance remarquable soutenue par l'exportation des produits agricoles et miniers et par l'intensification de l'exploitation pétrolière entre 1975 et 1984. Cette croissance tirée par les exportations s'est aussi accompagnée d'importants investissements publics à travers l'adoption de trois plans de développement que sont : le Plan Intérimaire 1964-1968, le Plan Triennal 1975-1977 et enfin le Plan Quinquennal 1982-1986. On soupçonne derrière ces politiques l'application des théories classiques de l'avantage comparatif développées par David Ricardo et Adam Smith. La seconde période, caractérisée par une récession économique au niveau des

trois pays marque le début des programmes de stabilisation économique et d'ajustement structurel insufflés par les institutions de Breton Wood à travers le « Consensus de Washington » d'inspiration néoclassique Kaldorienne (Boyer, 2001). Enfin, la troisième phase, celle de la libéralisation économique, n'est autre que le prolongement du consensus de Washington. Ce tableau indiquerait donc que les déterminants des différentes phases de croissance économique de ces pays sont exogènes.

Les stratégies de développement de ces pays sont, au regard des faits, également exogènes. En effet, que ce soit les stratégies d'industrialisation (héritées de la colonisation) ou les programmes d'ajustement structurel (conçu par les bailleurs multilatéraux) ou même le libéralisme économique, toutes ces stratégies n'ont nullement d'empreinte endogène.

Ces pays présentent, en outre, des indicateurs socio-économiques peu satisfaisants comparativement à des pays avec lesquels ils avaient initialement les mêmes niveaux de développement au cours de la moitié du 20<sup>e</sup> siècle et malgré leurs énormes potentialités en ressources naturelles (tableau 1).

**Tableau 1: Analyse comparée de quelques agrégats macroéconomiques de six pays (données moyennes sur la période 1990-2007)**

	Valeur ajoutée agricole (% du PIB)	Exportation de biens et services (% du PIB)	Taux de croissance du PIB (% annuel)	Exportation de produits de hautes technologie (% de produits manufacturés exportés)	Importation de biens et services (% du PIB)	Valeur ajoutée de l'industrie (% du PIB)	Taux de croissance de la population (% annuel)
<b>BREZIL</b>	6,61	10,89	2,39	10,06	10,35	31,29	1,5
<b>INDE</b>	24,33	13,17	6,33	14,17	14,56	26,83	1,72
<b>CHINE</b>	17,41	25,18	9,94	15,82	22,24	45,94	1
<b>COTE D'IVOIRE</b>	25,78	41,44	1,44	4,0	33,39	23,22	2,56
<b>CAMEROUN</b>	22,83	21,00	1,83	2,00	18,83	31,00	2,39
<b>R. CONGO</b>	8,17	69,44	2,33	11,33	53,94	54,39	2,67

Source : World Development Indicator (2008), Banque Mondiale

Les données du tableau 1 font ressortir deux principales observations qui illustrent les différences de niveau de taux de croissance entre les groupes de pays de l'Est Asiatique dits émergents (Chine et Inde) et ceux en développement de l'Afrique Subsaharienne (Côte d'Ivoire, Cameroun et République du Congo). En effet, Alors que les premiers cités ont des taux de croissances du PIB relativement élevés sur la période 1990-2007 caractérisés par une forte valeur ajoutée du secteur industriel relativement à celle agricole, un taux d'exportation de produits de hautes technologies élevé et un faible taux de croissance de la population, les second offrent une image totalement différente. Ces pays ont de faibles niveaux d'exportation de produits à haute intensité technologique, un secteur agricole dominant par rapport à celui industriel (à l'exception de la République du Congo) et un taux de croissance de la population élevé. Les données sur la République du Congo paraissent paradoxales ; dans la mesure où, alors que le pays a une forte valeur ajoutée moyenne du secteur industriel et des exportations dans le PIB, le taux de croissance du

PIB est relativement faible, en comparaison avec ceux de Brésil de la Chine et de l'Inde sur la période 1990-2007. Ce résultat peut indiquer le caractère extraverti de l'économie de ce pays. Une analyse en profondeur du profil de croissance de celui-ci peut mieux préciser les facteurs explicatifs de cette contradiction.

L'analyse de l'évolution de quelques principaux agrégats macroéconomiques de la Côte d'Ivoire (voir graphique 1 en annexe), fait ressortir des points forts contrastants. Non seulement, les taux d'épargne intérieurs, d'investissement et de croissance sont faibles, mais également, ces grandeurs ont des évolutions quasi opposées. En effet, le graphique en annexe montre que l'évolution du taux de croissance du pays semble suivre une tendance opposée à celle des taux d'épargne et d'investissement. Au niveau de la République du Congo, le taux de croissance est essentiellement tiré par le secteur pétrolier. Malgré des taux d'épargne intérieur et d'investissement relativement élevés par rapport à la Côte d'Ivoire, le taux de croissance du PIB réel est très faible sur l'ensemble de la période 1994 – 2005 avec une moyenne de 2,6% (cf. graphique 1 en annexe).

Ce cadre contextuel souligne la nécessité d'analyser les sources de la croissance économique de ces trois pays et surtout d'apporter des éléments de réponses aux questions suivantes :

- La croissance économique de ces pays suit-elle une logique économique ? Si oui, quels en sont les postulats et les déterminants ?
- Quelles alternatives pour une croissance soutenue et durable pour ces pays ?

Ces questions constitueront la trame d'analyse de cette étude.



## 2. OBJECTIFS DE L'ETUDE

D'une manière générale, cette étude vise à examiner les conditions d'une croissance économique soutenable et durable à travers le rôle de l'Etat et de la politique technologique en Côte d'Ivoire, au Cameroun et en République du Congo. Plus spécifiquement, il s'agit :

- de faire une analyse comparée de la trajectoire et des déterminants de la croissance de ces trois pays ;
- de faire une analyse critique des postulats économiques soutenant le schéma de croissance de ces pays;
- de montrer les conditions d'application d'une politique technologique pro-croissance économique dans ces pays.

### 3. REVUE DE LA LITTÉRATURE

Les travaux effectués à la fois théoriques et empiriques sur l'explication des déterminants de la croissance économique fournissent une littérature assez abondante. A cet effet, les analyses sur l'explication de l'écart de performance économique entre les Etats suscitent au moins trois questions : pourquoi existe-t-il tant de différence dans les rythmes de croissance dans le temps et entre les nations ? Pourquoi certains pays pourtant dotés de facteurs naturels de production considérables sont à la traine en matière de développement alors que d'autres, qui en sont dépourvus, ont des niveaux de croissance élevés? Ces pays peuvent-ils rattraper les autres et au prix de quel effort?

Plusieurs auteurs, à travers la construction de base de données macroéconomiques et d'analyse comparative par l'application de grille de lecture, ont essayé d'apporter des éléments de réponse. Il en est ainsi de Lucas (2002) et Gordon (2003). Dans son ouvrage « Lectures on Economics Growth » publié en 2002 dans Harvard University Press, Robert Lucas explique les sources du « miracle économique de la Corée du Sud » en comparant l'évolution de certains agrégats macroéconomiques dudit pays d'avec ceux des Philippines. En effet, alors qu'en 1960, les Philippines et la Corée du Sud avaient sensiblement le même niveau de vie mesuré en termes de PIB/tête, sur la période 1960 – 1988, les données vont changer. Sur la période, le PIB par tête va croître d'environ 1,8% par an aux Philippines contre 6,2% en Corée. Sur cette même période, la majorité des pays de l'Asie de l'Est, à l'instar de la Corée du Sud, vont subir de profondes transformations à la différence des Philippines. La plupart de ces pays vont devenir de grands exportateurs de produits manufacturés avec des degrés de sophistication croissants. Ils auront atteint des niveaux d'urbanisation, d'éducation et de taux d'épargne élevés. Ils auront des gouvernants pro affairistes combinant le laisser-faire et la monarchie politique. Lucas considère donc que ces modifications spectaculaires des pays d'Asie de l'Est peuvent s'expliquer par l'amélioration de la productivité des facteurs, notamment le capital humain et l'incorporation de la recherche – développement dans le processus de croissance. Malheureusement, ses travaux n'expliquent pas véritablement le rôle joué par l'Etat quant à l'incorporation de la technologie dans le processus de croissance. Les mécanismes économiques à la base de la forte croissance des pays d'Asie de l'Est sont-ils du seul fait du marché ?

Bien que partant d'un niveau similaire de productivité et de PIB par tête au milieu du XIXe siècle, Gordon (op.cit) montre dans son travail, que l'Europe s'est régulièrement éloignée de la frontière américaine jusqu'à ce que sa productivité et son PIB par tête ne soient plus que la moitié du niveau américain en 1950. Le vigoureux rattrapage engagé par la suite a certes abouti à une quasi-convergence de la productivité européenne mais celle du PIB par tête reste incomplète, le niveau de vie européen ne correspondant

qu'aux trois quarts du niveau américain. L'analyse de deux siècles de croissance économique comparée qu'il fait entre l'Europe et les États-Unis peut donc se résumer en une question : comment l'Europe peut-elle être aujourd'hui si productive tout en ayant un niveau de vie inférieur à celui des États-Unis et ce, même lorsque l'on raisonne en termes de bien-être ? On comprend dès lors, que le problème du rattrapage n'est pas aisé dans la mesure où il conduit à des situations parfois non désirées : un gain de productivité contre perte de bien-être social, par exemple. Aussi, les analyses économiques préconisant l'application des modèles de rattrapage offrent-elles à ce niveau toute leur limite.

Le problème n'est donc pas de se focaliser sur les conditions du rattrapage mais sur celles qu'il faut aux différents pays pour une croissance durable. De ce point de vue, on pense que le rôle de l'État à travers la définition et la mise en œuvre d'une politique technologique constitue le facteur primordial pour une croissance durable. On considère ici la politique technologique sous deux formes : la forme explicite et la forme implicite. La politique technologique explicite définit trois objectifs primaires. Ce sont : la gestion du transfert technologique au plan international, l'exécution et la gestion de changement technique et l'acquisition de capacité technologique et managériale. La politique technologique implicite, quant à elle, vise à induire le développement de manière générale aux plans à la fois économique, culturel, écologique et démographique avec des effets résiduels sur le processus de transfert technologique, la gestion de changement technique et la création de capacité technologique locale. De ce point de vue, très peu d'études mettent l'accent sur le lien entre la politique technologique et la croissance. Les travaux sur les théories de la croissance restent très limités à ce niveau et se focalisent plus sur l'analyse des déterminants de la croissance.

Les analyses critiques de Malinvaud (1993) sur ce sujet montrent que les modèles alors conçus pour répondre au souci d'évaluer les facteurs de la croissance n'étaient pas considérés comme aptes à fournir une théorie complète.

Les représentations théoriques de la croissance, apparues dans les années cinquante et développées dans les années soixante, considéraient que le taux de croissance à long terme correspond à l'accroissement démographique majoré de l'augmentation tendancielle de la productivité du travail induite par un progrès technique exogène (Henin et Ralle, 1993). Pour ces auteurs, il y a apparemment là un paradoxe : le taux d'investissement, c'est-à-dire l'effort réalisé par une société, n'apparaît pas parmi les facteurs qui ont de l'influence sur le rythme de croissance de long terme. La mesure des contributions des divers facteurs à la croissance observée dépendait alors des incertitudes sur l'ampleur des substituabilités et sur les lois qui pouvaient les régir. Ces modèles considèrent donc le rôle de l'État à travers les politiques qu'il élabore comme exogène dans les mécanismes de la croissance.

Même s'ils ont alimenté les thèses en faveur des politiques d'ajustement structurel au début des années 80 avec pour corollaire la désétatisation de l'économie, force est de reconnaître qu'aujourd'hui leur limite est telle que certains auteurs (Campbell, 2000) préconisent une transformation radicale du rôle de l'État dans les modèles de croissance économique.

Cette thèse est, par ailleurs, soutenue par la remise en cause des principes fondateurs du « Consensus de Washington » ayant soutenu les programmes d'ajustement structurel. En effet, les préceptes libéraux qui sont à la base des plans d'ajustement structurel des années 1980 et des programmes de lutte contre la pauvreté des années 1990 menés conjointement par le FMI et la Banque mondiale ont été résumés par

John Williamson (2003) en dix points qui fondent le Consensus de Washington. Ses objectifs se traduisent par une promotion des politiques macroéconomiques restrictives, une ouverture croissante des économies et la libre concurrence. Ils peuvent être rangés en deux catégories: la première concerne les mesures de stabilisation tandis que la seconde traite des mesures structurelles. Eric et Combarous (2004), dans leurs travaux sur l'impact du Consensus de Washington sur les pays en développement, montrent que les trains de mesures proposées et appliquées par ces pays ont abouti à un échec. En effet, ils montrent que les pays appliquant fidèlement les recommandations du consensus de Washington n'ont globalement pas obtenu de meilleurs résultats économiques que les autres tandis qu'ils supportaient les conséquences sociales de l'ajustement.

Dans l'ensemble de ces modèles récents, notamment dans les travaux de R. Lucas (1988), P. Romer (1990), Aghion et Howitt (1992), Guellec et Ralle (1991), l'accumulation des connaissances et des compétences techniques, ainsi que son influence sur la croissance de la productivité occupe une bonne place. Cette accumulation y serait sujette à des effets externes importants et serait à l'origine de rendements d'échelle croissants.

Certes, même si à travers ces facteurs développés par les nouvelles théories de la croissance, l'on retrouve la question de la reconceptualisation du rôle de l'Etat mis en doute par les programmes d'ajustement structurel des années 1980 et le Consensus de Washington, il convient d'être prudent quant à leur usage dans les pays en développement, notamment africains dont les planificateurs ont tendance à appliquer des modèles ayant fait des preuves ailleurs comme des panacées au développement. A notre avis, la combinaison des variables « Etat » (capital public), « privé » (capital physique) ainsi que la « technologie » et l'« accumulation de connaissance » est une condition nécessaire mais non suffisante au décollage économique des Etats africains. Elle peut être suffisante à condition que la combinaison se déroule suivant un schéma bien pensé avec des objectifs clairs et un contenu bien élaboré. En d'autres termes, la politique technologique de l'Etat constitue l'élément catalyseur des instruments de la théorie de la croissance endogène.

## 4. METHODOLOGIE DE L'ETUDE

### 4.1. Cadre analytique

Les nouvelles théories de la croissance sont construites autour de l'idée selon laquelle les rendements ne sont pas décroissants lorsqu'on prend en compte tous les facteurs qui peuvent être accumulés (Hénin et Ralle, 1993). La croissance peut donc être vue comme un processus auto-entretenu se développant à taux constant si les rendements des facteurs accumulables sont eux-mêmes constants. Les rendements par rapport à l'ensemble des facteurs sont donc croissants, ce qui peut correspondre à deux mécanismes différents: des économies d'échelle au sens traditionnel ou des économies externes. Les nouvelles théories de la croissance confèrent un rôle important à diverses externalités: d'abord, des externalités productives c'est-à-dire l'efficacité d'une entreprise s'accroît si elle s'insère dans un environnement d'entreprises mieux équipées ou plus actives mais aussi et surtout des externalités technologiques ou de connaissance.

Cependant, nous considérons que tout ce qui précède n'est vrai que si et seulement si l'environnement institutionnel favorisant la croissance par le progrès technique existe. Plus précisément, il s'agira de voir si le dispositif d'accompagnement a, d'une part, la capacité d'implémenter ex-ante les règles et les procédures de développement technologique et d'autre part, s'il existe des instruments nécessaires pour rendre ces règles opérationnelles ex-post, (Ménard, 2003). En d'autres termes, on va supposer que les politiques technologiques jouent un rôle dans la différenciation des trajectoires de croissance.

Qu'entendons-nous par politique technologique? On entend la gestion des transferts de technologie, la gestion des changements technologiques et le développement des capacités technologiques locales.

#### **(1) la gestion de transfert de technologie :**

La politique de gestion de transfert technologique vise à définir les critères d'importation des technologies étrangères. Ces critères doivent tenir compte des besoins du pays pour son industrialisation et donc comprendre les conditions de négociation des transferts de tout système technique et de relocalisation des entreprises étrangères.

#### **(2) la gestion des changements techniques :**

La politique de gestion des changements techniques vise à assurer, une fois le système technique transféré, que l'industrie ou l'entreprise dans le pays d'accueil est capable ou dispose d'atouts nécessaires pour l'assimiler d'abord et l'adopter ensuite. En outre, ladite politique doit s'assurer que le système

technique importé est facilement diffusable et reproductible dans l'économie nationale et que, à long terme, ce système devenu national peut connaître des innovations sans difficulté.

### **(3) le développement des capacités technologiques locales :**

La politique de développement des capacités technologiques locales est destinée à développer les ressources humaines, les infrastructures en Science et Technologie (S&T) et les infrastructures compatibles avec une industrie dynamique renfermant les germes de son propre développement. Ces différents éléments de politique forment un tout cohérent inséparables l'un de l'autre. L'implication de l'Etat est indispensable et même centrale pour la formulation de la politique et pour sa mise en œuvre (maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage, rôle de médiateur entre les différentes structures mandatées pour cette cause nationale).

A partir de cette définition, on peut donc supposer qu'il existe un tel dispositif institutionnel capable d'implémenter ex-ante les règles et les procédures de la croissance endogène et de les rendre opérationnelles ex-post.

Pour tester cette hypothèse, nous utilisons l'approche comparative développée par les néo-institutionnalistes. On distingue dans ce sens, les travaux de Greif A. (1998) comparant les dispositifs politiques mis en place à Gènes et à Venise aux 12ème et 13ème siècles et conduisant à des choix organisationnels et des trajectoires de développement fortement différenciées ; les travaux d'Engerman et al. (2001) sur la croissance comparée des USA et de l'Amérique Latine ou encore, ceux de Alston et al. (1996) sur le rôle des droits de propriété de la terre dans la dynamique américaine (et ses ratés).

## **4.2. Approche méthodologique**

Nous utilisons dans notre exercice l'approche diagnostique comparative. Il s'agit d'apprécier l'inter relation entre le choix, les orientations et la manipulation des instruments et l'évolution de la dynamique de l'économie par la croissance du PIB. Il s'agit dans cette approche d'analyser la relation entre les instruments de la politique technologique et la croissance économique.

Les instruments de la politique technologique concernent :

- les critères d'importation de technologie étrangère ;
- les capacités d'assimilation et d'adoption de changement technique ;
- la sécurisation des droits de propriété ;
- la structure du secteur financier ;
- le volume des investissements dans les infrastructures publiques, dans les sciences et techniques et dans les ressources humaines;

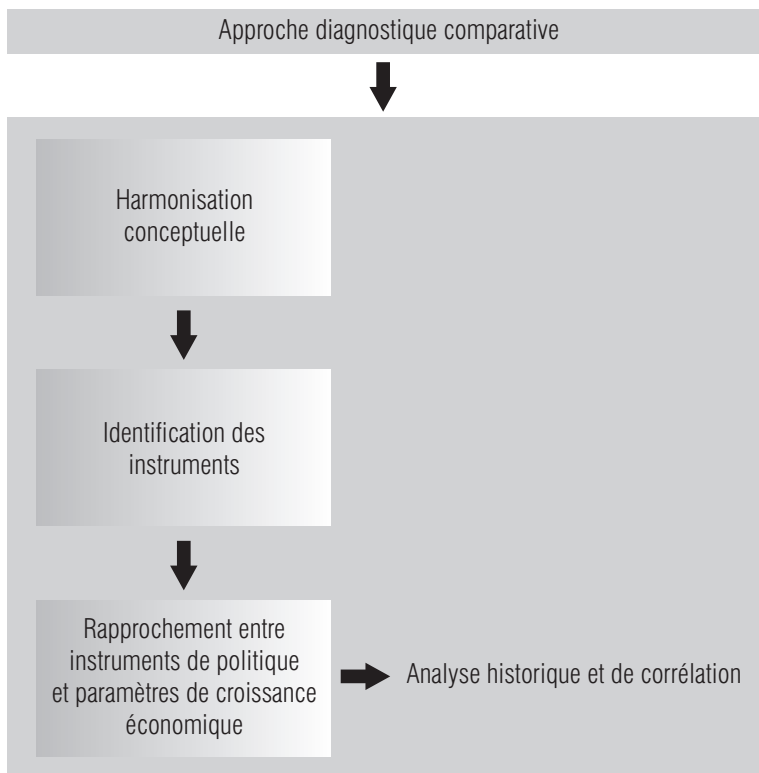
Ces variables renforcent l'efficacité des mécanismes économiques définis par la théorie.

Dans notre exercice, il s'agit d'apprécier dans une dynamique comparative (dans le temps et dans l'espace) comment la bonne implémentation et opérationnalisation des instruments de politique technologique conditionne l'efficacité des mécanismes économiques pour une croissance endogène. A cet effet, nous suivons la trajectoire de croissance et les instruments de politique technologique de trois pays dans le temps, à savoir, la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Congo Brazzaville. On peut donc supposer qu'il n'existe pas de divergence entre ces pays dans la façon de manipuler ces instruments.

La démarche méthodologique consiste :

- au rapprochement conceptuel : il s'agit de s'accorder sur les points communs relatifs à l'objet d'analyse. Dans notre cas, on s'assure qu'il y a un minimum de consensus sur les notions de politique Technologique et de croissance suivant les contextes de chacune des parties prenantes ;
- à la mobilisation des instruments : les équipes identifient conformément à la théorie, les variables de la croissance en établissant les divergences ou convergences, la période de référence, etc ;
- au rapprochement entre instruments de politique technologique, leur manipulation et la croissance économique: l'analyse historique de la trajectoire de croissance combinée à l'analyse de corrélation est utilisée pour apprécier, toute chose égale par ailleurs, le rôle des instruments de politique technologique dans la croissance endogène.

Le diagramme ci-dessous donne une illustration du schéma d'analyse comparative proposé.



### 4.3. Sources de données

Deux types de données seront utilisés pour cette étude. Le premier est relatif aux instruments de politique technologique définis ci-dessus. Nous utiliserons à cet effet, essentiellement la revue documentaire et la littérature par pays en vue de l'établissement de la situation de ces variables. Quant au deuxième type de données, il est relatif à la compréhension, par les politiques, des variables utilisées généralement dans les modèles de croissance. Les sources écrites et orales seront donc utilisées.

Pour les sources écrites, on utilisera :

- les documents cadres de politique économique : Plans quinquennaux, Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté, Rapport Economique et Financier accompagnant les lois de finance, les Programmes Economiques, etc ;
- les documents budgétaires : lois de finance, TOFE, les principaux comptes macroéconomiques du pays de la Direction de la Conjoncture et de la Prévision Economique, les rapports économiques des banques centrales, etc.

Pour les sources orales, des entretiens semi-directifs avec un guide d'entretien seront réalisés auprès de personnes ressources afin de comprendre le fonctionnement et les mécanismes mis en place dans l'élaboration et la conduite des différentes politiques économiques des pays de l'étude.



## 5. RESULTATS ATTENDUS

Au terme de cette étude, les résultats sont entre autres :

- les déterminants de la croissance économique de ces trois pays sont identifiés ;
- les postulats des schémas de croissance des pays sont critiqués ;
- la problématique de la croissance économique de ces pays est bien cernée
- les conditions d'une bonne manipulation des instruments de la croissance endogène sont examinées ;

A travers cette étude nous escomptons valider une démarche d'analyse comparative des sources de croissance applicable dans la définition, l'élaboration et la mise en œuvre de politique économique dans nos Etats africains.

---

### **Expérience de Dr. Arsène Kouadio**

Dr. Arsène KOUADIO Konan, (Ph.D, Université de Montréal), est Professeur Associé à l'UFR de Sciences Economiques et de Gestion, Université d'Abidjan-Cocody, Chercheur au Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES), au Consortium pour la Recherche Economique en Afrique (AERC), au Réseau Poverty Economic Policy (PEP), Directeur Exécutif de l'Institut pour le Développement (IPD), Coordonnateur pour la Côte d'Ivoire du Réseau d'Etudes des Politiques Africaines de Technologie (ATPS), Coordonnateur pour la Côte d'Ivoire de ResearchICTafrica.net (RIA).. Il est consultant auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD-ADB), PNUD-UNDP, UNICEF, OIT-ILO et de la Banque Mondiale.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

*Aghon P., Howitt P. (1992), "A Model of Growth through Creative Destruction", Econometrica, mars.*

*Alston, L.J., Libecap, G.D., Schneider, R. (1996), 'The Determinants and Impact of Property Rights; Land Titles on the Brazilian Frontier', Journal of Law, Economics and Organization, 12 (1), 25-61*

*Arrous J. (1999), Les théories de la croissance : la pensée économique contemporaine. Ed. Du SEUIL, Paris, France.*

*Bamba N'Galadjo L. (2001), Répartition des revenus, pauvreté et croissance économique en Côte d'Ivoire, CDESRIA, Afrique et Développement, vol 16, 3 et 4, pp. 117-147*

*Boyer, R. (2001) l'Après-consensus de Washington : institutionaliste et systémique ? l'Année de la Régulation, N° 5*

*Campbell B. (2000), Débats actuels sur la reconceptualisation de l'Etat par les organismes de financement multilatéraux et l'USAID, Département Science Politique, Université du Québec, Montréal.*

*Engerman, S., Haber, S., Sokoloff, K. (2001), "Inequality, Institutions and Differential Paths of Growth among New World Economies", in Ménard C. (ed), Institutions, Contracts and Organizations, Edward Elgar Pub., pp. 108-35.*

*Eric B. et Combarrous F. (2004), « L'impact du consensus de Washington sur les pays en développement : une évaluation empirique », Centre d'Economie du Développement, IFRéDE – GRES – Université Bordeaux IV, DT/100.*

*Greif, A. (1998), "Historical and Comparative Institutional Analysis" American Economic Review, 88 (May), no. 2: 80-4.*

*Gordon R. (2003), « Deux siècles de croissance économique : l'Europe à la poursuite des Etats Unis », Revue de l'OFCE, n°84, pp. 9-45.*

*Guellec D., Ralle P. (1991), « Product Innovation and Endogenous Growth », Document de travail 9103, INSEE.*

*Hénin P. et Ralle P. (1993), « Les nouvelles théories de la croissance: Quelques apports pour la politique économique », Revue économique, Vol. 44, Numéro Hors série: Perspectives et réflexions stratégiques à moyen terme, pp. 75-100.*

*Lucas R. (2002), « Lectures On Economic Growth », Harvard U. Press.*

*Lucas R. (1988), "On the Mechanics of Economic Development", Journal of Monetary Economics, 22, p. 3-42.*

*Malinvaud E. (1993), « Regard d'un ancien sur les nouvelles théories de la croissance », Revue économique, Vol. 44, No. 2, pp. 171-188.*

*Ménard C. (2003), « L'approche néo-institutionnelle : des concepts, une méthode, des résultats », Cahiers d'économie politique n° 44, p. 103-118.*

*Romer P. (1990), "Endogenous Technological Change", Journal of Political Economy, 98, pp. S71-S102.*

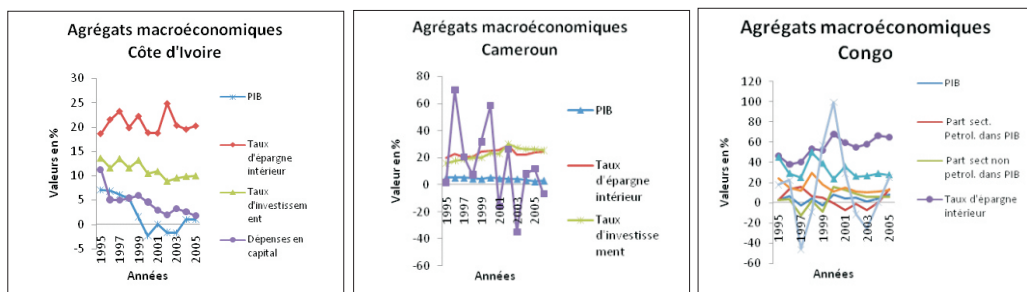
*Romer P. (1986), "Increasing Returns and Long Run Growth", Journal of Political Economy, 94, pp. 1002-1037.*

*Williamson, J. (2003), Un train de réformes, consensus de Washington : bref historique et quelques suggestions, Finances et développement, septembre*

*World Bank, (2008), World Development Indicator, Washington*

# ANNEXE

**Graphique 1 : Analyse comparée de l'évolution de quelques agrégats macroéconomiques de trois pays de l'étude sur la période 1994-2005**



Source : BCEAO et BEAC, 2006